

Mémoire présenté à

M. Denis Bergeon, président de la commission

et

Laurent Pilotto, commissaire

du Bureau des Audiences Publiques en Environnement du Québec

concernant le **projet GNL Québec/Gazoduc**

21 octobre 2020

Trois-Rivières

Par Mauricie Terre-Unie



Mauricie Terre-Unie est un regroupement né de l'inquiétude face au projet GNL-Gazoduq. Sa priorité est de fournir de l'information scientifique et indépendante à toute personne sur le territoire qui désire s'informer sur le projet et ses impacts autres que par l'entremise des compagnies Énergie Sagenay ou Gazoduq Inc. Les personnes membres de ce comité ont comme première priorité une approche anticoloniale et de respect envers la Nation Atikamekw qui détient le territoire non cédé sur lequel ils œuvrent.

Comme beaucoup d'autres groupes semblables, nous ne nous opposons pas à ce projet pour le simple fait de s'opposer, non, mais bien tout simplement parce qu'à ce jour, aucun argument ne nous permet de cautionner ce projet de manière sensée. Il faut, selon nous, s'informer auprès d'expert.e.s indépendant.e.s et qui n'ont aucun avantage direct à ce que le projet se réalise (ou non) pour y accorder une crédibilité significative.

Les projets, bien qu'interdépendants, sont tout d'abord scindés ce qui démontre le peu de respect pour la population de la part de l'industrie, sa stratégie de diviser la participation aux consultations et d'atténuation des impacts cumulés.

Ensuite, on nous présente des projets d'infrastructures dont les [retombées économiques sont plus que discutables](#), tant au niveau des [marchés disponibles](#), que des emplois générés et de la disponibilité potentielle de la main d'œuvre régionale.

Les [scientifiques nous somment](#) depuis des années de ralentir notre exploitation des hydrocarbures d'origines fossiles pour limiter les impacts irréversibles et catastrophiques des changements climatiques et l'industrie nous propose au contraire un nouveau projet créateur de GES.

La compagnie tente de nous faire croire que son usine serait carboneutre, mais ne prévoit aucune mesure précise de compensation carbone durant la phase de construction et ne tient pas compte des GES produits en amont et en aval de son projet, comme si ceux-ci s'arrêtaient aux frontières administratives. Autant dire que le cycle de vie complet du produit n'est pas pris en considération pour en vanter les mérites. Par contre, les supposés bénéfiques avals viendrait blanchir le projet, comme quoi, le promoteur ne se gêne pas de présenter deux poids, deux mesures. C'est le soi-disant remplacement des usines au charbon en Asie qui viendrait effacer les effets néfastes du projet. Aucun contrat ou preuve n'a encore été présenté pour appuyer ce fait, même si selon les informations scientifiques cela serait insuffisant pour justifier de développer un tel projet.

Le fait est que, même en considérant uniquement les effets en territoire " Québécois " (non cédé), ce projet afficherait tout de même un bilan carbone négatif en raison des nombreuses fuites qui auront lieu tant durant la construction que durant l'exploitation. Fuites (de méthane) extrêmement dommageables pour le climat, soit 86 fois plus que le CO₂, que si le gaz était brûlé. Par contre, [ces fuites sont très difficiles à détecter et à quantifier](#), ce qui pourrait rendre le bilan de la compagnie plus reluisant que la réalité. C'est une de nos principales préoccupations d'ailleurs, ces nombreuses fuites invisibles qui généreront à elles seules des

milliers de tonnes de GES dont nous n'avons certes pas besoin. Peut importe la quantité de GES, une nouvelle infrastructure basée sur une énergie non renouvelable, mais quelle idée en 2020 ?

Le gaz transformé à l'usine serait issu à [80 % par fracturation hydraulique](#), une [technique d'extraction non conventionnelle](#) qui [contamine les réserves d'eau potable](#) des communautés qui habitent les régions extractivistes dans l'Ouest canadien. Notre souci des communautés au-delà des frontières nous sommes de ne pas accepter un tel projet qui mettrait en péril la qualité de vie de nos voisins.e.s de l'ouest.

Ce projet implique également l'augmentation du transport maritime et la construction d'un pipeline de gaz. Deux emprises majeures qui auraient des impacts à tous les niveaux sur le territoire, tant lors des phases de construction que d'opération ou même de fin de vie des installations. La conduite souterraine couperait littéralement les [corridors de migration nord-sud essentiels de plusieurs espèces](#), particulièrement dans un contexte de réchauffement climatique en plus de traverser plusieurs cours d'eau et de nombreux habitats [d'espèces sensibles](#). Cette conduite créerait également un précédent qui inquiète énormément quand on pense qu'il est tout à fait possible de convertir un gazoduc en oléoduc ou de construire un autre type de conduit tout près une fois l'emprise négociée, déboisée et utilisée.

L'augmentation du trafic maritime engendrerait certainement des [impacts néfastes pour plusieurs espèces maritimes](#), dont la [population de Bélugas déjà extrêmement fragilisée](#), sans compter les impacts dévastateurs sur l'industrie du tourisme fondé sur la beauté unique du Fjord du Saguenay. Beauté qui serait gravement mise en péril par l'apparition de nombreux navires citernes dans le paysage.

[L'implications des investisseurs dans les paradis fiscaux](#) semble la goutte d'eau qui fait déborder le vase des arguments en défaveur du projet... Comment faire confiance à des gens qui font tout pour profiter au maximum et s'enrichir ?

Nous voulons et nous croyons pleinement en une société juste et bienveillante entre tous les êtres vivants qui a comme première priorité la santé et le respect de ceux-ci. Ce n'est pas avec des projets tels que GNL-Gazoduc que nous construirons enfin cet avenir durable, voilà pourquoi il ne faut pas aller dans cette direction, vers les énergies du passé, il nous faut aller de l'avant et innover pour inspirer les générations futures et les rendre fières de nos choix visionnaires de demain.